

**Dr. Ezzeddine ben Hamida**

**Professeur de sciences économiques et sociales**

## **Les armées arabes : l'"Etat profond" ?**

Avant le 14 janvier 2011, date fatidique de la fuite du déchu et le début irréversible des révoltes arabes, pas moins de 9 chefs d'Etat issus de l'armée étaient aux commandes de leur pays. Aujourd'hui, après la chute de Ben Ali, Moubarak, Ali Salah et Kadhafi, ils ne sont plus que cinq : le Mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz, le Syrien Bachar al-Assad et Omar el-Béchir, Président du Soudan, tous les trois généraux ; les rois Mohamed VI du Maroc qui est le chef suprême et chef d'état-major général des Forces armées royales ainsi qu'Abdallah II de Jordanie très bien formé au Royaume-Unis et aux Etats-Unis avant de devenir commandant des Forces armées jordaniennes en accédant au trône en 1999.

En réalité, dans le passé comme dans le présent, les militaires sont toujours "assidus" ; s'ils ne sont pas aux commandes, ils n'y sont pas loin : le cas de l'Algérie ou encore l'Egypte aujourd'hui en sont l'illustration. Paradoxalement, les pays du golf, qui sont de loin les plus équipés, leurs militaires restent en marge des prises de décisions ; même le service militaire n'existe pas en Arabie Saoudite, au Bahreïn, aux Emirats Arabes Unis (EAU) ou encore à Oman (tableau 1). C'est dire la méfiance qui habite les dirigeants de ces pays à l'égard de leurs forces armées : Les ambitions de l'"enfant prodige" pourraient être démesurées, surdimensionnées !

### **L'obsession des dépenses militaires :**

Aussi, en 2011 sur 100 dollars des richesses produites (le PIB étant la somme des richesses produites) en Arabie saoudite, plus de 10 dollars ont été consacrés pour équiper leurs forces armées (10% aussi pour les Hébreux) ; le royaume des lieux saints, alliée indéfectible des Etats-Unis, a dépensé plus de 46 milliards de dollars en commandant au Pentagone et aux industriels américains six hélicoptères Chinook et 125 chars Abrams (Revue Moyen-Orient, N°17, P.17). A titre de comparaison, la France, par exemple, a dépensé, pour la même année, près de 40 milliards de dollars, soit à peine 2% de son PIB. La Turquie a concentré 4% de son PIB pour son équipement militaire, soit 18,687 milliards de dollars. Quant à l'Iran, ses dépenses militaires n'ont représenté qu'à peine 4% de ses richesses produites, soit 7,463 milliards de dollars. Alors que l'entité sioniste a déboursé, au même temps, plus de 15,209 milliards, soit 10% de son PIB.

Dans cette obsession d'équipement militaire contre un ennemi supposé, Les EAU arrivent, quant à elles, à la seconde position avec plus de 16 milliards de dollars, c'est-à-dire 7% de leur richesse produite (PIB) ont été consacré pour (sur)équiper leurs forces armées. L'Algérie, qui occupe la troisième place, a déboursé 8,17 milliards de dollars, ce qui représente près de 4,5% de son PIB. La Tunisie détient l'avant-dernière place avec à peine 583 millions de dollars (1,5% du PIB). La Mauritanie, avec 116 millions de dollars, occupe la dernière position.

**Tableau 1 : Forces militaires et dépenses militaires**

Libellés	Forces militaires en 2011		Service militaire en 2012	Dépenses militaires en 2011 <i>(en millions de dollar et en % du PIB)</i>
	Soldats	Réservistes		
Algérie	130 000	150 000	service obligatoire	8 170 (4,5%)
Arabie Saoudite	233 500	/	Pas de service militaire	46 219 (10,1%)
Bahreïn	8 200	/	Pas de service militaire	833 (2%)
EAU	51 000	/	Pas de service militaire	16 062 (7%)
Egypte	438 500	479 000	service obligatoire	4 107 (2%)
Irak	271 400	342 000	Service volontaire	5 568 (2%)
Jordanie	100 500	65 000	service obligatoire	1 310 (7%)
Le Koweït	15 500	23 000	service obligatoire	5 178 (4,5%)
Liban	59 100	236 635	service obligatoire	1 657 (4%)
Lybie	76 000	40 000	Données non disponible	1 116 (2% en 2010)
Maroc	195 800	150 000	Service volontaire	3 186 (4%)
Mauritanie	15 870	/	service obligatoire	116 (3%)
Oman	42 600	/	Pas de service militaire	4 074 (10%)
Palestine	76 000	/	service obligatoire	Données non disponibles
Qatar	11 800	/	Service volontaire	2 355 (4,5%)
Syrie	295 000	314 000	service obligatoire	2 490 (4,5%)
<b>Tunisie</b>	<b>38 800</b>	<b>/</b>	<b>service obligatoire</b>	<b>583 (1,5%)</b>
Yémen	66 700	/	Service volontaire	5 568 (4,5%)
<b>Pays non arabes</b>				
France	250 000	NC	Pas de service militaire	40 000 (2%)
Iran	523 000	350 000	service obligatoire	7 463 (4%)
Israël	176 500	565 000	service obligatoire	15 209 (10%)
Turquie	510 000	376 700	service obligatoire	18 687 (4%)

Source : Tableau établi par nos soins sur la base de divers documents dont principalement la revue trimestriel : « Moyen-Orient : Géopolitique, Gééconomie, Géostratégie et sociétés du monde Arabo-musulman », N°17, janvier- mars 2013.

## L'état des forces armées :

Avec 438 500 soldats professionnels et 479 000 réservistes, l'armée égyptienne détient la tête du peloton de tous les pays arabes. Cependant, dans la région, elle est détrônée par l'armée iranienne, qui compte 523 000 soldats professionnels, mais aussi Turquie, qui dénombre 510 000 soldats de carrière. L'Etat hébreux dispose de 565 000 réservistes (premier dans cette catégorie, dans la région) alors que son armée ne compte que 176 000 professionnels.

La Syrie seconde puissance militaire en 2010 en termes d'effectifs dans le monde arabe avec 295 000 soldats professionnels et 314 000 réservistes a subi depuis le commencement de sa révolution un sérieux revers : de nombreuses désertations qui ont donné lieu, d'ailleurs, à la naissance d'une organisation armée qui se fait appeler « l'armée libre ». La triste actualité montre que cette organisation s'est transformée en groupe jihadiste qui sème la terreur et veut imposer un régime islamiste avec la Charia comme seul source d'inspiration et de pratique. En somme le rêve de la liberté et de la démocratie s'est transformé en cauchemar.

L'Irak dénombre 271 000 soldats de carrière ; il détient la troisième place, suivie par le Maroc 195 000 et l'Algérie 130 000. La Tunisie compte seulement 35 800 professionnels avant la Mauritanie (15 870), le Qatar (11 800) et le Bahreïn (8 200).

## Les principaux fournisseurs :

Six grandes puissances assurent les Forces armées arabes et non arabe dans la région : le tableau 2 décrit la répartition de ce gros marché entre ces six grandes puissances économiques et militaires :

**Tableau 2 : Les principaux pays fournisseurs d'armes au Moyen-Orient**

Pays	Transfert en 2010-2011 en million de dollars	part
<b>Etats-Unis</b>	5 045	44%
<b>Russie</b>	3 488	30,5%
<b>France</b>	1 309	11%
<b>Royaume-Uni</b>	1 077	9,5%
<b>Allemagne</b>	335	3%
<b>Chine</b>	210	2%
<b>Total</b>	11 464	100%

Source : Tableau établi par nos soins sur la base de divers documents : revue « Moyen-Orient », N°17, P. 17.

Les Etats-Unis détiennent la part de lion du marché d'armes en Moyen-Orient ; ils concentrent en effet à eux seuls 44% du volume des transactions. La Russie occupe la seconde place avec 30,5%, suivie, loin derrière, par la France (11%), le Royaume-Uni (9,5%). L'Allemagne et la Chine ne focalisent, quant à elles, qu'à peine 5%.

## Bilan :

Les forces armées arabes par leurs effectifs (soldats et réservistes), la nature du service militaire (obligatoire dans la majorité des pays), les budgets (en moyenne 4,5% du PIB), leurs rapports avec les milieux des affaires, sont, dans la majorité des cas, le pilier central de l'Etat. En somme, l'"Etat profond".

Cependant, en Tunisie -l'armée la plus modeste en terme d'effectif avec à peine 35 800 soldats- comme en Egypte -l'armée la plus étoffée avec près de 950 000 militaires entre professionnels et réservistes- les forces militaires, lors des révolutions de 2011, sont restées "neutres" refusant de tirer sur le PEUPLE ; ce qui a été vite considéré, interprété, comme un soutien aux mouvements de révolte. La formation profondément républicaine, dans le premier cas, et le divorce consenti entre Hossni Moubarak et ses chefs d'état-major, dans le second cas, suffisent-ils à expliquer une telle posture des forces militaires ? Y a-t-il des données exogènes qui puissent nous éclairer davantage sur une telle honorable et estimable attitude ? Etc.

L'armée syrienne, en revanche, a été toujours au chevet du pouvoir. Souhaïl Belhadj (auteur du livre *"La Syrie de Bachar Al-Assad. Anatomie d'un régime autoritaire"* (éd. Belin, 2013) déclarait, le 23 mai, dans une interview accordée au journal le Monde : « *Il faut en revenir à ce qu'écrivait Michel Seurat (mort en captivité au Liban, en 1986, et auteur de textes de référence sur le régime Assad, repris dans "Syrie. L'Etat de barbarie" -PUF, 2012-) l'armée, le parti et les services de renseignement. Voilà ce qui comptait pour lui dans les années 1980, et voilà ce qui compte aujourd'hui encore. Le fonctionnement quasi organique de ces trois institutions a été le ciment de l'Etat syrien, et il le reste dans une grande mesure. A l'inverse de Moubarak et de Ben Ali, Bachar Al-Assad n'a pas été lâché par les chefs de son armée (...)* ».

Si au début de la révolte la répression de l'armée syrienne à l'égard de ses concitoyens était haïssable et détestable : Aujourd'hui, après d'une part, le pourrissement de la situation sur place (les exactions et les dérives insupportables des jihadistes) et, d'autre part, le risque de basculement de la Tunisie, de la Lybie et de l'Egypte dans la terreur et l'obscurantisme ; les forces militaires syriennes sont redevenues le symbole de la résistance à l'ennemi de toujours, les sionistes et leur folie de grandeur. A présent, cette armée est acclamée par beaucoup d'intellectuels arabes, particulièrement dans le Maghreb, qui voient la main de l'Etat hébreu derrière les jihadistes et qui craignent à juste titre l'éclatement, la désagrégation, de la Syrie en trois entités territoriales, ethniques, à l'image de l'ex-Yougoslavie !

Pour finir, en dépit des critiques, les forces armées sont une nécessité. Les armées arabes sont à l'avenir menées à évoluer. Le désir inébranlable et irréversible de la démocratie et de la justice sociale des peuples arabes devrait éloigner peu à peu les militaires du champ politique même s'ils demeurent un pilier majeur de l'Etat. Le processus en cours ne devrait donc pas amoindrir ou remettre en cause leur rôle.